

LES RÉGIES

EN ACTION

N°86
DÉCEMBRE
2023

FAIRE ENSEMBLE

Les Régies au service des habitants



Régies en Scène

Le 9 juin 2023, 2 500 personnes se sont réunies au Domaine national de Saint-Cloud pour Régies en Scène, le festival des initiatives populaires.

Un événement engagé, solidaire, festif et politique pour mettre en lumière les acteurs et actrices des territoires populaires.

Retrouvez le plaidoyer diffusé à cette occasion page 14 et revivez ce moment exceptionnel en flashant ce code.



ÉDITO

JACQUES LIMOUZIN

Président du Mouvement des Régies

« Le développement de la citoyenneté, un objectif central de notre mission »

Le 9 juin dernier, plus de 2 500 acteurs des territoires populaires se sont rassemblés à Paris pour la grande manifestation du Mouvement : Régies en Scène.

Cette journée a également mis en avant notre expertise en médiation sociale, résultat de notre proximité avec les habitants et de notre capacité à les accompagner, voire à nous retirer si nécessaire, pour permettre au projet de progresser de manière autonome. Ce processus contribue au développement de la citoyenneté, un objectif central de notre mission.

Nos actions de médiation s'adaptent à la singularité de chaque territoire, constituant l'une de nos plus grandes richesses. Dans ce numéro, nous souhaitons présenter quelques projets actuels illustrant notre savoir-faire en médiation. Notre rôle consiste principalement à écouter, encourager les idées, mobiliser et accompagner, sans prétendre être des experts techniques dans des domaines spécifiques tels que le maraîchage, le jardinage ou la réparation. Nous faisons appel à des spécialistes lorsque nécessaire.

Bien que notre mission repose sur la lutte contre le chômage et l'insertion par l'activité économique, nos actions de renforcement du lien social et de promotion du vivre-ensemble, portées par nos médiateurs, font également partie intégrante de notre identité. C'est l'ensemble de ces éléments qui confère la cohérence à l'engagement politique des Régies de Quartier et de Territoire.

02

Regards



• Régies en Scène

04-05

Actualités



• À Stains, Régie et bailleur unis contre les punaises de lit
• Rendez-vous avec la secrétaire d'État Sabrina Agresti-Roubache au sujet des prochains contrats de ville

06-07

En direct des Régies



• La Régie du pays de Meaux s'engage pour la mobilité durable
• Les « Visites Apprenantes », une autre façon de partager l'expérience

08-13

Le dossier



• Faire ensemble : les Régies au service des habitants

14-15

Du nouveau



• Notre plaidoyer « Répondre aux enjeux actuels et à venir des territoires populaires »

16

Entretien avec



• Cédric Ringenbach, fondateur et président de la Fresque du climat populaires »

ACTUALITÉS

RENDEZ-VOUS AVEC LA SECRÉTAIRE D'ÉTAT SABRINA AGRESTI-ROUBACHE AU SUJET DES PROCHAINS CONTRATS DE VILLE

Le conseil national des villes prépare la nouvelle génération de contrats de ville. Le Mouvement des Régies y est représenté avec un membre du bureau national, Patrick Norynberg, et surtout trois habitants. Il y a deux échelles de coconstruction, au niveau national et sur la partie qui relève du territoire.

Une fois trouvé le juste équilibre entre le socle et les singularités, il convient que les Régies soient bien impliquées sur la définition de ce qui relève du local. Lors du rendez-vous, Delphine Vidal a rappelé que la politique de ville doit venir en plus du droit commun, non pour s'y substituer.

À STAINS, RÉGIE ET BAILLEUR UNIS CONTRE LES PUNAISES DE LIT



La Régie de Quartier de Stains propose des solutions pour se débarrasser des punaises de lit. Cette bataille livrée avec le bailleur Seine-Saint-Denis Habitat fut l'objet d'un reportage diffusé début octobre dans la matinale de France Inter.

L'exécutif s'est même saisi de cette hantise avec une réunion interministérielle prévue ces prochains jours. Le phénomène n'est pourtant pas nouveau. Depuis 5 ans, la Régie de Quartier a mis en place une chambre froide pour traiter les effets des habitants envahis par les punaises. Pendant 24 heures, matelas, vêtements, linge de maison, mobiliers, tout est mis à -20 degrés pour éliminer ces nuisibles.

En parallèle, pendant une demi-journée, deux salariés de la Régie traitent l'appartement avec des nettoyeurs vapeurs. Le locataire peut ensuite retourner dans

son appartement ce qui évite les frais d'hôtels. Un vrai soulagement pour des familles qui ne dorment plus, s'isolent et dépensent des sommes folles en produits chimiques.

Le travail de la Régie consiste également à évoquer ce problème auprès des habitants, afin que celles et ceux qui n'osent pas en parler par peur d'être perçus comme manquant d'hygiène, se signalent auprès du bailleur social. Le traitement vapeur-congélation est rapide, économique et écologique. Les locataires ne sont pas obligés de jeter toutes leurs affaires. L'approche de la Régie de Quartier, axée sur des méthodes respectueuses de l'environnement et la sensibilisation des locataires, a permis de mettre fin aux cauchemars des familles touchées par cette infestation. Une initiative à dupliquer face à l'ampleur du phénomène actuel !

LE MOUVEMENT DES RÉGIES AU CONGRÈS HLM



Delphine Vidal a participé à une table ronde sur « La gestion urbaine de proximité : levier pour l'insertion par l'activité économique » avec l'ANRU et l'APES. Pour elle, la question peut être inversée et l'insertion par l'activité économique peut à son tour servir de levier. Elle a rappelé qu'au-delà de ses prestations les effets positifs d'une Régie sont nombreux notamment en termes de lien social. Elle a émis le souhait qu'une véritable confiance s'établisse entre associations et financeurs pour sortir du schéma des appels à projet. Emmelie Meneux, directrice de la Régie de Quartier de Saint-Herblain est intervenue au

congrès autour de la gestion circulaire des matériaux du bâtiment. En effet, depuis 2018 la Régie a développé cette activité afin de répondre aux besoins des bailleurs sociaux souhaitant diminuer leur impact environnemental dans leurs projets de réhabilitation. La gestion circulaire des matériaux du bâtiment vise à minimiser les déchets, économiser les ressources, et favoriser la durabilité. Une action innovante qui permet en outre la création d'emplois et contribue à une économie plus durable en limitant l'impact environnemental de la construction.



24>26 SEPT.

Rendez-vous du 24 au 26 septembre 2024 à Montpellier pour le prochain congrès HLM !



Emmelie Meneux, directrice de la Régie de Quartier de Saint-Herblain au congrès HLM

PROJET ATC : RENDEZ-VOUS LE 30 NOVEMBRE

ARGENTEUIL (95)

Suite à la rencontre d'avril 2023, qui traitait des enjeux des conditions et des obstacles, le Pôle ressources d'Argenteuil continue sa réflexion sur les « Quartiers populaires et participation des habitant-es », alors que les nouvelles contractualisations de la politique de la ville sont en cours. « Comment mettre en œuvre et donner du sens à la participation ? » telle est la question posée pour cette seconde journée. Capucine Aumignon, chargée de développement social au Mouvement des Régies, y présentera le projet Animation territoriale citoyenne (voir le n°82 d'Info-Réseau) à partir des conclusions de l'étude Asdo et des informations collectées en interne.

Zoom sur la Régie de Quartier d'Albi (81)

La Régie de Quartier de l'Albigeois a fêté ses trente ans

Samedi 14 octobre, le rendez-vous était donné aux habitant-es avec une battucada, des jeux et des activités pour les enfants, un stand autour de l'histoire du quartier de « Lapanouse Saint-Martin » où l'on pouvait découvrir aussi les dessins des élèves de l'école Edouard Herriot autour du thème « Mon quartier, hier, aujourd'hui et demain ».



EN DIRECT DES RÉGIES

LA RÉGIE DU PAYS DE MEAUX S'ENGAGE POUR LA MOBILITÉ DURABLE



De gauche à droite, Logi-Serge Kinhouande, directeur adjoint et responsable développement de la Maison intercommunale de l'insertion et de l'emploi, Patrick Augey, directeur de la Régie du Pays de Meaux et Frédéric Chasseloup, Consultant Économie sociale et solidaire.

Formation Linguistique Intensive et Objectif DELF

Le sourire des salarié-es se suffit à lui-même. L'accueil qui leur est fait à la Régie va bien plus loin que l'insertion par l'activité professionnelle. En cette journée de novembre, six d'entre eux suivent un parcours de formation intensif en langue française – 35 heures par semaine sur une durée totale de trois mois. En fonction de leurs besoins, ce temps leur est proposé durant leur parcours d'insertion avec, à la clé, le passage du Diplôme d'études en langue française – le DELF – pour plusieurs le premier diplôme de leur vie. « C'est la première fois, se réjouit leur enseignante, que je vais présenter un groupe entier au niveau A2. »

Atteindre l'autonomie professionnelle grâce à la vélo-école

Au-delà des compétences strictement linguistiques, les salarié-es dédient une part de ce volume horaire à la confiance en soi dans un second atelier. Ils y apprennent notamment à se présenter à un entretien d'embauche, à construire un curriculum vitae, à activer tous les mécanismes d'une communication non violente. Ce jeudi pourtant, c'est une troisième activité qui attend certaines d'entre elles et d'entre

eux, puisque qu'après cinq demi-journées de formation – de juillet à novembre – ils vont se voir confier des vélos électriques, sésame pour une véritable autonomie durant leur contrat à la Régie. Cinq bicyclettes ont été mises pour l'instant en service. Préparées par la Vélostation de la Maison intercommunale de l'Insertion et de l'Emploi Paris Vallée de la Marne, elles sont attribuées à un premier groupe à l'issue de ce temps de Vélo-école géré par ce même partenaire.

Il y en aura à terme vingt-quatre en tout, douze électriques pour des déplacements intermédiaires et douze musculaires pour des déplacements courts. Le projet global, intitulé Mobil'in Meaux, prévoit aussi la mise en service de deux mini-bus



Les cinq premier-es bénéficiaires de vélos électriques du projet Mobil'in Meaux

et le recrutement de leurs chauffeuses ou chauffeurs. L'un est en service depuis juin, le second vient d'arriver et le sera au plus tard début 2024. La Régie accompagne aussi les salarié-es dans le passage du permis B grâce à la fondation My Mobility. Le financement de la fondation Transdev et celui du département de Seine-et-Marne ont été fléchés vers la mobilité. Le projet a en outre bénéficié de l'aide de la fondation Bruneau et du FAPE EDF.

Les défis de la mobilité dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville

La Régie du pays de Meaux – la plus ancienne en Europe – emploie 134 salarié-es en parcours d'insertion (chiffre de 2021) soit 80 équivalents temps plein. Pour ces habitant-es des Quartiers prioritaires de la ville, souvent mal reliés aux zones de travail et de formation, il existe des freins à la mobilité, tant en terme de coût (permis, véhicule, abonnements), que de compréhension (notamment quand la maîtrise du français est limitée) ou d'impossibilité à utiliser les transports existants (zones non desservies, horaires décalés).

Le territoire couvert par la Régie du pays de Meaux est par ailleurs très vaste – 244 km² – avec plus de 92 sites de production. Pour les salarié-es. en insertion, l'enjeu de la mobilité peut recouvrir celui de l'accès à l'emploi et de sa pérennisation. Même si la structure s'efforce d'adapter les déplacements en fonction des profils, il ne peut y avoir de solutions pour tous les cas de figures. 80 % des salarié-es sont amené-es à connaître une sortie positive, à l'issue d'un parcours d'une durée moyenne de 18 mois.

LES « VISITES APPRENANTES », UNE AUTRE FAÇON DE PARTAGER L'EXPÉRIENCE



Visite apprenante à Montauban

Des échanges sur la gestion des biodéchets

Le désir de « visites apprenantes », est apparu fin 2021, lors d'une journée d'échange de pratiques sur la Transition écologique solidaire dédiée aux activités de maraîchage à l'ecopôle alimentaire La Chaponnière de la Régie de Territoire de Vierzon. Entre deux confinements, il apparaissait urgent de se retrouver pour incarner les communautés de pratique du Mouvement des Régies.

La première visite apprenante a eu lieu à Mainvilliers le 22 juin 2022 autour du compostage électromécanique. Puis les Régies de Quartier du groupe de travail compostage ont choisi de s'intéresser au compostage en andain, dans la Régie en préfiguration Environnement plus à Marmande. « C'est une technique traditionnelle très intéressante qui permet

de ne pas dépendre d'une machine » explique Flore-Anaïs Brunet, cheffe de projet Si T'es Jardin.

Jimmy Marchand, coordinateur chargé de développement du pôle valorisation de la structure, a témoigné lors de la visite le 8 septembre 2023. Il précise : « L'idée de cette rencontre, c'était de proposer un modèle low tech, le plus éco responsable possible. » La veille, les participants avaient pu découvrir le compostage électromécanique à la Régie de Territoire de la Vallée du Lot.

À Marmande, le projet a été lancé en janvier 2022 en partenariat avec la société coopérative Au ras du sol, qui apporte son savoir-faire matériel et technique. Vingt-cinq tonnes de déchets organiques ont été traitées la première année. « On espère atteindre notre objectif de 200 tonnes en 2024 » ajoute Jimmy Marchand, un chiffre



Visite apprenante à Marmande

qu'il sait modeste par rapport à de grosses structures mais adapté au travail avec des collectivités locales.

Des échanges sur le numérique... non virtuel !

Le modèle des visites apprenantes s'est aussi développé du côté du Club 404 créé en 2021, toujours dans l'esprit d'une communauté de pratique, dédiée cette fois au numérique. À Montauban, les 26 et 27 septembre 2023, Anthony Cassan, nouveau conseiller numérique de la structure où il est animateur multimédia depuis trois ans, a fait le programme, géré les inscriptions, le déroulé et la mobilisation des partenaires.

« Le rôle de l'équipe du Mouvement, ce n'est pas forcément d'organiser, mais de faciliter les échanges et les mises en relation » estime Julien Daniel, chef de projet gestion-finances et développement au Mouvement des Régies. Il ajoute : « Le Mouvement apporte de la ressource pour les déplacements, l'hébergement, la restauration. » « Être moins des animateurs que des facilitateurs serait l'idéal » complète Flore-Anaïs, mais ce n'est pas toujours le cas.

« Neuf personnes étaient présentes, dont Julien, se souvient Anthony Cassan, pour découvrir notre action sur la continuité éducative. » Durant la période de confinement, la Régie s'est engagée à prêter des ordinateurs à des jeunes qui en avaient besoin pour suivre les cours. L'action s'est poursuivie, allant jusqu'à la remise d'ordinateurs reconditionnés. « Le jour de la visite, poursuit Anthony Cassan, il y avait un atelier de sensibilisation avec parents et enfants, en présence des partenaires. »

« Il faut faire faire en sorte que l'ordinateur qui arrive à la maison ne soit pas juste la nouvelle console de jeu, mais bien un outil de continuité éducative pour les enfants et aussi d'accès aux droits pour les parents » rappelle Julien Daniel qui garde un souvenir attendri de la rencontre avec les familles : « C'était assez drôle, car les enfants connaissaient bien mieux le sujet que les parents. »

FAIRE ENSEMBLE : LE TRAVAIL DES RÉGIES, PAR ET POUR LES HABITANT·ES



Marie-Pierre Bordelais, présidente de l'association du Jardin partagé Gorki à Nanterre, au centre, avec quelques adhérent·es.

Accompagner des projets jusqu'à l'autonomie, œuvrer à la tranquillité des quartiers, construire des projets culturels ambitieux avec les habitant·es, voici quelques exemples du foisonnement d'activités qui font des Régies des associations structurantes pour les quartiers, bien au-delà de leur expertise dans les chantiers d'insertion.

L'ACCORDERIE : UN SYSTÈME D'ÉCHANGES DE SERVICE PAS COMME LES AUTRES

Le réseau des Accorderies, un concept venu du Québec importé par la fondation Macif, a vu en partie le jour dans le cadre des Régies: ce fut le cas de la première, dans le 19^e arrondissement de Paris en 2011, ou encore de celle de Paris-Sud deux ans plus tard. L'idée est d'y favoriser les échanges non-marchands, sur la base de chèques-temps - toutes les tâches effectuées ont la même valeur. On peut donner des cours, proposer du bricolage ou des réparations.



Corinne Lemasson, présidente de l'Accorderie depuis 2020.



Léna Guicquero, chargée d'animation de l'Espace de vie social de Billom en service civique.

Depuis 2017, l'Accorderie de Paris Sud s'est complètement autonomisée de la Régie de Quartier Paris 14^e, à laquelle elle continue de faire appel pour le ménage. Corinne Lemasson, qui préside l'association depuis 2020, était l'année dernière encore membre du conseil d'administration de la Régie. Entre les deux structures, les échanges se poursuivent, de réseau à réseau.

L'ESPACE DE VIE SOCIALE : RENFORCER LES LIENS À TRAVERS DES INITIATIVES LOCALES

À Billom, dans l'Allier, à quelques vingt-cinq kilomètres à l'est de Clermont-Ferrand, l'espace de vie sociale de la Régie de Territoire des Deux Rives relève de nombreux défis depuis sa création en 2017. Le premier et non des moindres est de lutter contre la fracture numérique. Le lieu met à disposition wifi et imprimante, organise des ateliers individuels et

collectifs, dispose d'un conseiller numérique depuis 2022. En un an, le taux de fréquentation a pratiquement doublé : il devrait atteindre en 2023 le nombre de 1400 visites individuelles.

L'espace de vie sociale travaille aussi à l'interconnaissance avec l'animation de nombreux ateliers (généalogie, connaissance du territoire, café discussion en espagnol et en italien, café des parents). Il est encore question d'unir le lien social et l'inclusion, puisque le parcours vers l'emploi est orienté vers le public des gens de voyage, très présent sur le territoire. La Régie propose un accompagnement lecture et écriture et aussi des cours de français langue étrangère. Enfin, une attention particulière est donnée à la transition écologique, avec la mise en place notamment d'ateliers zéro déchet, d'une grainothèque, d'un réseau des jardiniers, d'actions en partenariat avec l'écopôle du Val d'Allier qui font aussi écho aux activités de maraîchage de la structure pour ses chantiers d'insertion. Pour finir, on retrouve ici aussi un beau jardin partagé, une ancienne friche que les bénévoles ont littéralement sublimer.

LES JARDINS PARTAGÉS : DU DÉSIR DES HABITANT·ES À LEUR POSSIBLE AUTONOMIE

Au pied des tours-nuages du quartier Pablo Picasso, c'est un beau coin de verdure - 800 m² tout de même - qui a pris son autonomie après des années de cogestion par la Régie de Quartiers de Nanterre. L'histoire commence en 2005 avec la mise à disposition d'un terrain municipal, appelé à devenir un lieu de production, de lien social, d'ateliers et de repas partagés. Pour autant, il n'y a pas alors d'heures d'ouverture pour les habitant·es. Clément Charleux, médiateur de la Régie, fait un premier pas dans ce sens en créant un comité de jardiniers. Un projet de compostage au jardin voit le jour en 2015. La Régie intervient deux fois par semaine l'été pour un temps ouvert aux habitants.

Le comité de jardiniers s'étoffe. Entre 2017 et 2018, le nombre d'ateliers double, dépassant la cinquantaine à l'année. Isabelle Stoianoff, directrice adjointe arrivée en 2019, lance en janvier de l'année suivante une assemblée constitutive pour le Jardin partagé Gorki : « *En voyant qui venait au jardin, je me suis dit que le terrain était mûr pour créer une association.* » Trois autres associations, dont la Régie, font partie des créateurs. L'idée est d'avoir une répartition évolutive des parcelles, qui seront redistribuées chaque année. Certaines sont collectives, d'autres individuelles. Aucun intrant chimique n'est toléré.

« *Ce qui a fait le grand chamboulement et le grand succès du jardin, poursuit Isabelle Stoianoff, c'est le Covid et le désir de se retrouver.* » C'est d'ailleurs à cette période qu'est arrivée Marie-Pierre Bordelais, une habitante des tours-nuages, aujourd'hui présidente de l'association. Les 47 adhérent·es actuel·les ont de 18 à 85 ans. Certain·es viennent pour jardiner, d'autres pour se rencontrer. C'est aussi un lieu de partage des cultures - notamment culinaires - dans un quartier riche de sa diversité. Le coût de l'adhésion reste modique : dix euros par an.



Lise Lalanne, directrice de la Régie de territoire des Deux Rives à Billom et Gautier Lalue, encadrant technique du chantier maraîchage, dans une serre à Cournon d'Auvergne.

À la Régie de Territoire C2S Services de Vierzon, Mathieu Martin, médiateur depuis avril 2021, a accompagné des collectifs d'habitants apparus là-aussi après le Covid avec le même désir de jardiner et de créer du lien. « *Il y avait un projet de France Relance sur les jardins partagés, se souvient-il. Disons que les planètes se sont alignées.* » La ville a mis à disposition des terrains à des collectifs allant de deux à dix personnes. Les réalités et le degré d'autonomie sont très différents d'un jardin à l'autre. Celui de l'église est complètement fermé. Le prêtre y travaille avec des primo-arrivants, un public qu'il suit depuis longtemps. Un autre est en pied d'immeuble délimité par des palettes.

Les deux derniers sont ouverts sur le QPV qui les entoure. « *Dans ce cas, explique Mathieu Martin, il peut y avoir des dégradations, des dépôts de déchets. Il faut parvenir à garder les habitants mobilisés, trouver des solutions pour maintenir la dynamique collective. Le jardin est un support de lien, poursuit-il. Il faut trouver le*



Jill Bourdon (au centre) secrétaire de direction de la Régie de territoire des Deux Rives à Billom avec deux bénévoles du jardin partagé.

juste équilibre entre l'initiative des gens et des orientations qu'on peut donner. C'est la force des Régies de montrer par l'exemple qu'il ne suffit pas d'avoir un terrain pour faire vivre un jardin. »

TRANSFORMER LES BESOINS EN ACTION

Dans le n°82 du journal Info-réseau, nous avons décrit comment la Régie de Quartier d'Angoulême était partie des besoins exprimés par les femmes fréquentant la nouvelle épicerie sociale autour des protections périodiques et de l'existence de l'Atelier 9 de confection textile pour construire un projet de lutte contre la précarité menstruelle. La Régie s'était mise à concevoir des protections lavables et réutilisables. Parmi les habitantes, Ouassila Karki, dite Abla, était apparue comme un véritable moteur. « *Une forme d'estime de soi et de confiance s'est installée dans le collectif. Ça s'est mis à bouillir tout seul. J'ai récupéré ces envies et ces besoins* » explique Isabelle Chasson, chargée de communication et de projet à la Régie, qui a développé à partir de là l'action Femmes des quartiers, actrices du changement. « *Il est essentiel que les habitantes et les habitants soient au cœur de ce que nous voulons mettre en place* » insiste-t-elle. Quand un besoin, une envie, une attente apparaissent, elle se met en recherche de chiffres et de données pour affiner le premier diagnostic. Ce travail préparatoire lui permet ensuite de construire de solides dossiers de subvention.

Elle se change plus souvent qu'à son tour en force de proposition, en allant plus loin que ce que ces interlocutrices s'autorisent à rêver. « *C'est une façon de tirer les projets vers le haut* » explique-t-elle.

C'est ainsi que tout récemment, elle a fait intervenir la photographe Pauline Turmel, afin de suivre les ateliers animés par la sexologue Nadia El Bouga sur l'invitation de la Régie depuis plus de deux ans - voir le n°83 du journal Info-réseau. Ce travail a donné lieu à une exposition présentée à la MJC Mosaïque du quartier de Basseau Grande Garenne dans le cadre de la troisième édition de la fête féministe « *Nous descendons d'Olympe* ». « *L'action "Femmes des quartiers actrices du changement" pourrait être transposable dans d'autres Régies, explique-t-elle, nous avons déjà une identité visuelle forte et une méthode éprouvée : recueillir les besoins émanant des femmes, trouver le moyen de les transformer, établir quel type d'intervenants solliciter, mettre en place la programmation, travailler avec des partenaires très différents et bâtir au quotidien une solide communication via les réseaux sociaux.* »

En février, Isabelle Chasson fera venir la paléontologue Marylène Patou-Mathis pour parler de ses recherches sur la femme préhistorique et comment elles nous renseignent sur la construction des genres aujourd'hui. Voilà de quoi donner le temps d'une après-midi des airs d'Université populaire à la Régie, et de quoi faire venir, accessoirement, les curieux du centre-ville et les conservateurs du Musée d'Angoulême dans les quartiers prioritaires. Faire avec, à terme, c'est aussi décroïsonner.



(De gauche à droite) Nadia El Bouga, Barbara Hubans, Isabelle Chasson, Pauline Turmel, Ouassila Karki, Stéphanie Gibily et Fanta Diallo.



70 %

des Régies proposent des actions d'animation sociale.

94 %

des territoires d'intervention des Régies sont classés en quartiers prioritaires de la politique de la ville. 291 d'entre eux sont couverts, représentant 1 million d'habitants.



64 %

des Régies portent une activité d'agriculture urbaine (jardin partagé, jardin pédagogique, jardin d'insertion, végétalisation de l'espace public, ferme urbaine)



2 500

bénévoles sont actifs dans le Réseau, pour une moyenne de 19 par structure, dont une majorité d'habitants.

À L'ÉCOUTE DES HABITANT·ES : LEVER LES BARRIÈRES ET LES FREINS



Sonia Yassia, responsable du service innovation sociale et environnementale de La Régie de Quartier Villeneuve Village Olympique, au café du Tiers Lieu La Machinerie.

La Régie de Quartier Grenoble est présente sur trois quartiers prioritaires de Grenoble sur le secteur 6- la ville étant divisée en six secteurs. Ces quartiers n'échappent pas à la problématique de la lutte contre les discriminations inscrite au contrat de ville.

Depuis 2015, la Régie est engagée sur ces questions au sein d'une cellule de veille et d'action pilotée par la métropole de Grenoble, regroupant une trentaine de partenaires associatifs et institutionnels, afin de mettre en place des actions pour lutter contre les discriminations systémiques. Son axe principal est la formation des partenaires de la cellule et des agent.e.s recevant des usager.e.s dans leur structure.

Afin d'assurer un meilleur suivi des personnes, la Régie accueille une fois par mois une consultation juridique avec des avocats de l'Institut des Droits de l'Homme, formé.e.s à la LCD portée par la métropole. En complément la Régie a mis en place une permanence d'écoute qui va se transformer en une permanence itinérante auprès des structures du quartier. L'objectif pour Jouda Bardi, la chargée de mission médiation, cadre de vie et citoyenneté, est de développer l'accès au droit des personnes et d'identifier avec elles le caractère discriminatoire d'une situation afin de diriger les personnes vers la consultation juridique, le défenseur des droits ou de remplir une fiche de signalement. Afin d'ancrer cette action sur le secteur 6, la ville de Grenoble a

mis en place en partenariat avec la Régie un comité de pilotage. La chargée de mission Jouda Bardi, accompagnée de Bahija Ferhat, administratrice, membre du bureau de la Régie et de Sonia Yassia, cheffe de service participent à ces réunions qui permettent de mettre en place des actions sur le territoire.

Afin de développer le pouvoir d'agir des personnes, la Régie propose des formations aux habitant.e.s. Elle a co-construit avec les personnes un livret pédagogique soutenu par le défenseur des droits, Claire Hédon, à travers un édito. Une enquête sur l'impact des discriminations sur le parcours des jeunes des quartiers populaires a été réalisée avec un collectif de femmes, dans le cadre d'un projet multi-partenarial, porté par la métropole et financé dans le cadre du Fond éducation jeunesse. Ces actions sont complétées régulièrement de temps forts, de projections ou d'expositions.

En interne, la Régie a mis en place une formation à destination des chef.fe.s de services, chef.fe.s d'équipe, et souhaite mettre en place en 2024, une formation pour ses administrateurs ainsi que des ateliers de sensibilisation à destination des salariés en parcours d'insertion. Au quotidien, la Régie contribue à corriger les inégalités à travers les actions menées dans son tiers-lieu « la Machinerie » et à travers l'accès à l'emploi dans un objectif d'une société plus inclusive.

UNE NUIT AVEC...

Les correspondants de nuit de la Régie de Quartier « Régie plus » à Chambéry



Aziz (au centre à gauche, responsable de l'équipe de Médiateurs de nuit) et Rachid, directeur de la structure au centre à droite, avec Quentin et Bachir, devant le portail de la Régie, à 18 h, avant le début du service. Bachir a repris des études à l'université en parallèle de son travail de correspondant et de sa vie de famille.



Rachid a été ingénieur avant de démarrer une carrière à la Régie comme correspondant de nuit. Aujourd'hui directeur, il est estimé de ses collaborateurs à la fois pour sa grande culture et sa fine connaissance du terrain.



Le Carré Curial, dans le centre-ville, rassemble une grande partie de la vie nocturne chambérienne. En cette soirée de la fin octobre, c'est aussi le point d'arrivée d'une manifestation improvisée. Quentin et Bachir, l'un des huit binômes déployés chaque soir sur différents quartiers, veillent par une présence bienveillante et discrète et par la discussion à ce qu'il n'y ait pas de débordements.



Plus tard dans la soirée, un autre binôme parcourt le parking d'un HLM. Des extincteurs ont été extraits de leur point d'ancrage. « Cette dégradation sera inscrite dans mon rapport » explique Aziz. Il s'agit aussi d'entrer en contact avec d'éventuelles personnes en difficulté, alcoolisées ou sous l'emprise de stupéfiants, ou simplement dépourvues de logement pour la nuit. Arpenter le quartier sans relâche installe enfin un rapport familial et rassurant, nourri d'échanges quotidiens avec la population.



↑ L'équipe s'apprête à inspecter les escaliers où l'on trouve parfois des cartouches vides de protoxyde d'azote. Des tags indiquant les prix de vente de la drogue signalent des points de deal, d'autres s'en prennent à la police. « Notre rapport aux jeunes est bien différent. Beaucoup d'entre nous viennent des mêmes quartiers, explique Aziz, nous ne faisons pas de répression. »



↪ Depuis le sommet d'un immeuble, le quartier semble bien tranquille. En redescendant cependant, on entend au loin la détonation d'une arme à feu. « À minuit, notre mission s'achève, explique Aziz, à l'heure malheureusement où de graves problèmes peuvent surgir. Évidemment, conclut-il, une situation comme celle-ci ne relève pas de nos compétences. »

DU NOUVEAU

Ce plaidoyer a été diffusé à l'occasion de Régies en Scène le 9 juin 2023

RÉPONDRE AUX ENJEUX ACTUELS ET À VENIR DES TERRITOIRES POPULAIRES

Les enjeux dans nos territoires, immédiats et pour les années à venir, sont nombreux : un impératif commun doit nous guider, celui d'améliorer concrètement la vie quotidienne dans nos territoires urbains et ruraux.

Peut-on imaginer l'avenir des quartiers, des territoires et plus globalement le développement social local dans le pays sans les premiers concernés, les habitants ?

Avec et pour les habitants – salariés et bénévoles engagés – les Régies sont ancrées dans la réalité quotidienne des conditions de vie de chacun et de tous. L'expertise citoyenne et d'usage est au cœur de leur projet politique.

Les chiffres sont clairs : 128 Régies de quartiers ou Régies de territoires, 280 quartiers prioritaires couverts, 2 000 administrateurs bénévoles engagés dans la gestion des Régies, plus de 12 000 personnes salariées par an en flux,

plus de 145 millions d'euros redistribués en masse salariale et donc directement réinjectés, en circuit court, localement... Les effets et les impacts le sont tout autant avec 5 000 salarié-es formé-es par an mais aussi de nombreuses réussites individuelles et collectives : sur le plan social, la réduction de la délinquance, la proximité et le partenariat avec les élus locaux, le renforcement du lien social, la mixité ou encore l'attractivité des territoires.

Nos associations de proximité favorisent l'insertion globale des personnes. Nos salariés, souvent très éloignés de l'emploi, cumulent de nombreuses difficultés sociales, économiques, sanitaires. Pendant leur parcours, nous nous mobilisons collectivement pour leur apporter une solution d'emploi ou de formation. L'accompagnement social proposé aide nos salariés à reprendre confiance en eux, à rebondir pour trouver l'emploi durable qui leur convient, mais aussi pour recouvrer leurs droits, un logement ou encore mieux se nourrir, sortir de l'isolement et recréer des liens sociaux...

Nous sommes un des outils de l'émancipation individuelle et collective.

Pour répondre aux enjeux des quartiers et territoires populaires, nous proposons d'agir en priorité sur ces 5 thématiques :

1 Mettre en œuvre une transition écologique véritablement solidaire.



Pour cela, il s'agit de favoriser et de soutenir les initiatives, d'encourager les actions innovantes – de disposer de moyens pour se former, s'adapter, sensibiliser. Nous avons les savoir-faire dans nos structures – nos actions sont nombreuses en agriculture urbaine, jardins partagés, paniers solidaires, ressourcerie, mobilité douces, gestion durable des déchets, éco-gestes...

2 Améliorer durablement la gestion urbaine et territoriale.

Pour des quartiers et des territoires urbains comme ruraux où il fait bon vivre avec des services, des équipements de qualité et partout en nombre suffisant. Les nouveaux contrats de ville « quartiers 2030 » sont l'occasion de développer les partenariats locaux avec notamment les bailleurs, les collectivités locales, services de l'État, les habitants et leurs associations. L'ambition doit être de multiplier les initiatives endogènes, le développement de nos structures existantes et la création de nouvelles partout en plus grand nombre. Ensemble, nous devons aussi travailler à une relation apaisée, citoyenne et participative avec les habitants.

Ainsi, la gestion partagée des structures et des territoires fait des Régies des outils alternatifs de développement local des territoires en difficultés en intervenant conjointement sur de nombreux sujets et problématiques.

3 Faire vivre le droit au travail pour tous en soutenant l'insertion par l'activité économique pour les plus fragiles.

« Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances. » (Art. 5 du préambule de la Constitution de 1946 reprise dans notre Constitution). Pour parvenir à ces objectifs, la volonté politique et les moyens financiers doivent être à la hauteur des attentes. Nous avons besoin d'aides aux postes en insertion qui prennent en compte tous les aspects de l'accompagnement global de nos salariés. Les crédits dédiés doivent être renforcés et fléchés prioritairement pour nos structures en sortant des logiques de mise en concurrence avec de grands opérateurs privés qui revendiquent parfois, à tort, relever de l'économie sociale et solidaire.

La commande publique doit renforcer les possibilités de clauses d'insertion et de marchés réservés et/ou d'insertion. Ne manquons pas l'occasion des prochaines transformations et aménagements nécessaires dans les quartiers et territoires prioritaires. Enfin, nous croyons que le travail doit faire sens et peut être émancipateur pour les habitants que nous accompagnons.

4 Encourager plus fortement la participation citoyenne du plus grand nombre.

La démocratie participative est authentique dans les Régies. Les habitants sont majoritaires dans nos instances de gouvernance et participent véritablement à la prise de décisions. Nous faisons nôtre ce slogan : « Rien sur nous sans nous ! », utilisé pour communiquer l'idée qu'aucune politique ne devrait être décidée sans la participation pleine et directe des membres du groupe concerné.

5 Renforcer la cohésion sociale et permettre l'égalité des droits pour tous.

Ces objectifs sont primordiaux et fondamentaux dans une société démocratique. Les habitants, d'où qu'ils viennent, sont les bienvenus. Ils ne sont pas un problème mais constituent la richesse de la Nation. Beaucoup de personnes réfugiées ou migrantes sont salariées de nos structures. Elles y trouvent les ressorts d'une intégration réussie. La dignité retrouvée constitue alors le meilleur tremplin pour reprendre sa vie en mains et donner sens aux valeurs républicaines en participant au projet collectif qui nous unit.



Régies en Action n°86, décembre 2023

Éditeur : Le Mouvement des Régies, association loi 1901
144 boulevard de la Villette
75019 Paris
Tél. : 01 48 05 67 58

accueil@lemouvementdesregies.org
www.lemouvementdesregies.org

Imprimeur Sprint : PERIPARK
99-101 Avenue Louis Roche - CS 30072,
92622 Gennevilliers cedex

Directeur de la publication : Jacques Limouzin
Comité de rédaction : Delphine Vidal,
Delphine Didier, Julien Daniel, Jennifer Hamm,
Catherine Simonneau, Patrick Norynberg /
Journaliste : Olivier Favier (textes et photos
sauf mentions contraires)
Maquette : Stratéact
Mise en page : Élodie Guivarc'h
Numéro de dépôt légal 91/0322

Cette publication a bénéficié du soutien du FSE, Fonds Social Européen, de la DGEFP, Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, de la DGCS, Direction générale de la cohésion sociale.

Dépôt légal décembre 2023



ENTRETIEN AVEC CÉDRIC RINGENBACH

Fondateur et président de la Fresque du Climat

Comprendre les raisons et les enjeux du dérèglement climatique, tel est l'objectif de la Fresque du climat, un jeu conçu en 2015 par Cédric Ringenbach, qui fonde en 2018 l'association homonyme, afin de diffuser l'expérience tant auprès des individus que des collectivités. Depuis 2022, le Mouvement des Régies est entré dans la boucle.

La Fresque du climat, c'est un outil sérieux de renforcement d'équipe. Il est structuré en trois phases et dure, en tout, trois heures. Il repose scientifiquement sur les rapports du GIEC – Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Pouvez-vous expliquer comment il est né et pourquoi il a pris cette forme ?

Cette idée m'est venue lorsque j'ai découvert qu'autour de moi beaucoup de personnes étaient ignorantes des phénomènes alors que je croyais que tout le monde savait de quoi il s'agissait quand on parlait de changement climatique. Il faut dire qu'étant de formation scientifique j'ai toujours aimé comprendre les choses et je me suis très vite passionné par les sujets liés au climat. A tel point qu'après m'être plongé dans les synthèses du GIEC, j'ai commencé à donner des cours d'une journée sur ce sujet.

J'avais déjà créé un jeu auparavant sur l'écologie, et je savais qu'on apprend beaucoup mieux quand le contenu est ludique et quand on fait appel à l'intelligence collective. Un jour, j'ai donc testé avec mes étudiants un atelier qui consistait à remettre dans l'ordre des schémas issus du rapport du GIEC et j'ai constaté que cela fonctionnait très bien.

J'ai travaillé sur le design des cartes et de l'atelier et en mars 2018 avec quelques amis et en seulement 2 semaines, nous avons organisé la première Fresque géante pour 900 étudiants au pôle universitaire Léonard de Vinci. Cela nous a conduits à créer l'association la Fresque du climat quelques mois plus tard.

Les Régies ont commencé à utiliser l'outil en 2022 et vous avez eu l'occasion, ce printemps, de visiter une Régie. Pourquoi la sensibilisation au dérèglement climatique est importante dans les quartiers populaires ? Est-ce que le Mouvement des Régies peut être une nouvelle voie d'essaimage de la Fresque ?

La sensibilisation est importante partout, et elle est un grand levier d'émancipation car on agit de manière beaucoup plus efficace quand on comprend un problème. Dans les quartiers populaires, l'écologie n'est généralement pas une préoccupation principale pour les habitants, qui font d'abord face à des difficultés économiques et sociales. Pourtant, ils sont en première ligne car ce sont surtout eux qui vivent dans des logements mal isolés, dans des environnements bétonnés, sans espaces verts. Les politiques environnementales représentent un enjeu énorme pour eux, souvent sans qu'ils le sachent ! La Fresque du Climat leur permet de comprendre ces enjeux et de s'en saisir, d'être outillés pour se battre pour leurs droits.

Lors de l'évènement annuel des Régies, Régies en Scène (le 9 juin 2023), nous avons perçu un fort intérêt d'une dizaine de Régies pour La Fresque. L'idée d'une collaboration est vite apparue comme

une évidence, avec d'un côté les Régies qui souhaitent continuer leur chemin vers la transition écologique et valoriser ces efforts dans les quartiers, de l'autre, la Fresque qui cherche à sensibiliser tous les publics et être la plus accessible possible dans un souci d'inclusivité. Notre modèle repose sur notre capacité d'empowerment et d'autonomisation des collectifs dans la compréhension puis la transmission des enjeux climatiques. C'est ce modèle viral qui a fait le succès de La Fresque, et qui permet d'avoir une meilleure proximité entre les animateurs et les participants. Nous espérons voir des centaines d'animateurs et animatrices formés dans les Régies pour accélérer cette sensibilisation indispensable !

« DANS LES QUARTIERS POPULAIRES, L'ÉCOLOGIE N'EST GÉNÉRALEMENT PAS UNE PRÉOCCUPATION PRINCIPALE POUR LES HABITANTS. »

Les premiers retours font état de difficultés pour certains de nos publics à appréhender l'ensemble des informations transmises, parfois complexes, et à suivre un format qui peut paraître long. Faut-il adapter la Fresque pour toucher un public plus large ?

C'est un travail qui est en cours. J'espère qu'on pourra vous en parler très bientôt. Mais il n'est pas indispensable d'avoir retenu toutes les informations de la Fresque pour aborder la discussion sur les solutions qui est, au final, la partie la plus importante.